

Introduction

Par Catherine Wihtol de Wenden,
Directrice de recherche, CNRS, CERI, Sciences-Po

Les textes présentés dans ce dossier sont le fruit d'une sélection de travaux tirés des onze ateliers du groupe de recherches 31 Migrations de l'Association internationale de sociologie, lors du congrès mondial de Durban, qui s'est tenu en juillet 2006. Les ateliers, centrés pour l'essentiel sur les nouvelles mobilités à l'échelon mondial, ont associé des chercheurs de renom, de jeunes chercheurs et étudiants en thèse.

L'ensemble de ces articles s'inscrit dans le contexte contemporain de la mondialisation et nous invite à en mesurer les conséquences sur les migrations internationales. Avec la circulation des capitaux et le développement des technologies de la communication, la mondialisation s'est traduite par une mobilité accrue des populations. Cette mobilité est également encouragée par une forte demande de main-d'œuvre dans les pays d'accueil. L'importante segmentation du marché du travail au Canada, avec des emplois non pourvus et des niches réservées aux travailleurs immigrés dans les travaux difficiles et peu qualifiés (Ricardo Trumper et Lloyd Wong) et l'appel de l'Australie aux médecins étrangers dans le monde rural du fait de la pénurie de médecins de campagne (Angela Durey et John Duff) montrent que la demande s'applique aussi bien aux travailleurs peu qualifiés qu'aux travailleurs qualifiés et qu'ils font partie du tissu économique de ces pays ; des situations que l'on rencontre aussi dans les nouvelles mobilités en Amérique latine (Ana Cristina Braga Martes). En Israël, Rebeca Raijman et Adriana Kemp montrent de quelle façon l'État a organisé les migrations de travailleurs étrangers afin de répondre à la demande des employeurs israéliens, faisant apparaître une nouvelle division internationale du travail que certains auteurs qualifient de "classes économiques transnationales".

Martin Geiger souligne le rôle croissant des organisations intergouvernementales dans la gouvernance des flux migratoires et montre que leur gestion ne peut plus être du seul ressort des États – car l'action unilatérale ne fait plus sens. Bien qu'à l'échelon européen, le début de communautarisation de la politique migratoire se traduise plutôt par un contrôle accru des migrations, une gestion multilatérale

permettrait de remettre les migrants au centre des politiques migratoires, humanisant et individualisant ainsi une approche trop centrée sur l'État d'accueil. Les raisons qui poussent un individu à migrer forment une combinaison de facteurs politiques, sociaux et économiques qu'il convient de prendre en compte. De ce fait, chaque migration est unique. De même, les liens des migrants à leurs pays d'origine sont complexes et hétérogènes : beaucoup d'articles étudient les migrations dans leur individualité. Angela Durey et John Duff s'intéressent par exemple à la prise de décision de migrer et aux conséquences de cette décision au sein d'un couple.

L'impact des migrations internationales sur le développement des pays de départ est reconnu comme positif, du fait, notamment, des transferts de fonds et du bien-être qu'ils induisent, après avoir été longtemps mis en doute. Plusieurs articles dénoncent une faible connaissance des conséquences de l'expérience migratoire et des migrations sur les migrants, qui rendent l'intégration difficile et douloureuse. Alice Szczepanikova analyse ainsi les perceptions et la construction de l'image du réfugié par les structures d'accueil dans la République tchèque et démontre que l'image déformée qu'elles véhiculent contribue à rendre inadéquates voire mauvaises les conditions de leur accueil. Quant à Ronaldo Deligdisch, il souligne la nécessité d'une prise en charge sociale et psychologique des migrants arrivant en Israël, au risque, sinon, de créer des situations d'anomie et de choc culturel menant nombre de ces migrants à retourner dans leur pays.

Les notions d'allégeance et de souveraineté sont également remises à plat, car la globalisation a transformé le rapport des migrants à leur pays d'origine et d'accueil. Sari Hanafi, dans le cas de la Palestine, présente un exemple emblématique de la façon dont les migrants questionnent les notions d'État-nation, de frontière et de citoyenneté. Le cas français (Julie Bourgoint et Elisabetta Salvioni), enfin, montre combien les formes de l'intégration résistent aux catégorisations et aux tentatives de mesure et de comparaison entre pays d'accueil européens.

L'ensemble de ces analyses approfondies tirées d'études de cas menées dans un large éventail de pays montre la nécessité d'un changement de regard pour permettre une approche des migrations à travers laquelle chacun puisse tirer un bénéfice mutuel de la mobilité : tel est l'objet de l'interrogation de Kinuthia Macharia sur "brain drain" ou "brain gain". ■